

IRAK

L'insécurité générale

Huit mois après la fin « officielle » de la guerre, le sentiment général chez les irakiens était que les forces américaines étaient tout simplement obsédées par leur propre sécurité. Dans l'esprit du public, la présence américaine dans le pays est tout aussi illégitime que le régime de Saddam. Aujourd'hui, les irakiens pensent presque à l'unanimité que l'administration Bush veut perpétuer l'occupation militaire en entretenant le chaos, exacerbant la violence et favorisant les dissensions parmi les irakiens. Ce que les faits semblent confirmer, du reste.

Association Iraqi Al-Amal¹

Shiar Yousef

Si le terme sécurité humaine peut être d'origine récente (il a été utilisé pour la première fois par les Nations Unies dans les années 1990), les idées qui sous-tendent ce concept sont loin d'être nouvelles. Depuis plus d'un siècle - du moins depuis la création du Comité international de la Croix Rouge (CICR) dans les années 1860 - une doctrine fondée sur la réalisation de la sécurité des personnes n'a cessé de gagner du terrain. Les principaux éléments de cette doctrine ont été formalisés dans les années 1940 dans la Charte des Nations Unies, la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme et les Conventions de Genève. Cependant, depuis le Rapport sur le Développement Humain publié par le PNUD en 1994, le concept de sécurité humaine est passé de la simple garantie de la sécurité des Etats à l'inclusion de la sécurité des individus. Il est à présent largement admis que la sécurité humaine comprend les droits humains des civils et renferme également de nombreuses autres dimensions relatives, par exemple, à l'environnement, à l'alimentation et au développement. Plus important encore, l'Etat n'est plus considéré comme le seul responsable de l'apport et de la défense de la sécurité humaine ; toutes les organisations nationales et internationales engagées dans des activités humanitaires, de développement ou autres activités d'aide sont aussi considérées comme des acteurs clefs.

Par essence, la sécurité humaine signifie aujourd'hui la sécurité des personnes vis-à-vis des menaces violentes comme non violentes. Elle représente donc une autre façon de voir le monde, qui prend les personnes comme point de référence plutôt que de se focaliser exclusivement sur la sécurité territoriale ou gouvernementale. Et comme d'autres concepts de sécurité - sécurité nationale, sécurité économique, sécurité alimentaire - elle concerne la protection. La sécurité humaine implique la prise de mesures préventives pour réduire la vulnérabilité et minimiser les risques, et la prise de mesures correctives lorsque l'action préventive échoue. En d'autres termes, la sécurité humaine offre les conditions dans lesquelles les gens peuvent être affranchis de la peur et veulent et jouissent de l'égalité des chances pour développer pleinement leur potentiel.

L'éventail des menaces potentielles à la sécurité humaine ne doit pas être étroitement conçu. Alors que la sécurité des personnes est naturellement gravement menacée en situations de conflit armé, une approche de la sécurité humaine n'est pas simplement synonyme d'action humanitaire. Elle met en lumière la nécessité d'aborder les causes fondamentales de l'insécurité et d'aider à assurer la sécurité future des personnes. Il est donc difficile, dans un pays aussi complexe que l'Irak, de donner une description précise de la situation de sécurité

¹ L'Association Iraqi Al-Amal est une association non politique et non sectaire de bénévoles, engagés dans des projets au profit du bien-être de la population irakienne.

ou d'identifier les obstacles à la réalisation de la sécurité humaine, en particulier lorsqu'il y a un manque sérieux d'information et de statistiques.

L'insécurité de la période d'après-guerre

La guerre en Irak a « officiellement » pris fin le 1er mai 2003. Cependant, près de huit mois plus tard, les Etats-Unis et la Grande Bretagne ont été contraints d'admettre à maintes reprises que la situation de sécurité en Irak demeurait « sérieuse ». Par exemple, une récente évaluation de l'Irak par la CIA prévient que la situation de sécurité va empirer dans tout le pays, pas juste à Bagdad, mais aussi dans le nord et dans le sud.

Naturellement, la sécurité dont il est question ici est avant tout celle des forces d'occupation et des « Occidentaux » en général. Le ministre de la Défense britannique, Geoff Hoon, a souligné que sa priorité était « la sécurité des forces britanniques », et de nombreux officiers américains ont fait des commentaires allant dans le même sens. Cependant, depuis la fin « officielle » de la guerre, la sécurité des occidentaux a seulement signifié l'insécurité des locaux, et la « lune de miel » entre les forces d'occupation et la population irakienne semble terminée, du fait, entre autres, que leurs aspirations n'ont pas été comblées et qu'il n'y a eu aucune amélioration de leur vie.

Le haut niveau d'insécurité continu a d'abord et avant tout un impact négatif sur la vie des irakiens ordinaires qui ne peuvent pas accéder aux services de base, en particulier à l'eau potable et aux soins de santé, et dont la sécurité propre est en danger lorsqu'ils s'aventurent en dehors de leurs foyers pour faire des choses simples comme le shopping, se rendre au travail ou emmener leurs enfants à l'école. Un effet particulièrement négatif de la peur de l'enlèvement ou de l'agression a été la restriction de la liberté de mouvement des femmes et des filles, réduisant leur capacité à participer à l'éducation et à l'emploi. En outre, un nombre considérable de familles n'ont pas encore renvoyé leurs enfants à l'école à cause des risques similaires dans les universités et les écoles.

La situation d'insécurité actuelle comporte également un haut degré de risque pour les travailleurs humanitaires, à une époque où l'aide humanitaire fait encore grandement défaut dans pratiquement tous les secteurs. On peut notamment citer les risques de blessure ou de décès dus aux bombardements, aux tirs croisés, au brigandage, au vol de voiture et au pillage. Tout cela a des effets nuisibles sur la livraison de l'aide et sur la reconstruction. Bon nombre d'Ong internationales et d'organismes humanitaires (NU et CICR) ont transféré le siège de leurs opérations dans la capitale jordanienne, Amman, et suspendu certains de leurs projets en Irak, en évacuant le personnel expatrié et le remplaçant par des locaux qui, pour la plupart, ne sont pas des professionnels et n'ont pas les qualifications requises. De nombreuses ambassades (Espagne, Italie, Australie, etc.) ont également réduit leur personnel international et quelques-unes ont même fermé leurs bureaux de Bagdad (par exemple les Pays-Bas et la Bulgarie), après avoir reçu des appels ou des lettres de menaces, ou fait l'objet de menaces physiques directes.

Autre dimension de l'insécurité, les tensions ethniques (entre arabes et turques, arabes et kurdes, et les conflits intertribaux) qui s'intensifient dans la partie nord du pays, en plus des tensions émergentes entre les communautés chiites et kurdes. Dans la région de Kirkuk, par exemple, le Conseil de District de Dibis a décidé de démolir 70 maisons appartenant à des familles arabes qui y ont été installées par l'ancien régime, dans le cadre d'un programme gouvernemental d'« arabisation » de cette zone riche en pétrole. Ce genre d'interventions, bien que mineures et ne faisant pas l'objet d'une sérieuse attention (de petits affrontements ont tué jusqu'ici quelques dizaines de civils) pourraient avoir au bout du compte des résultats désastreux ou un lourd impact sur l'équilibre des forces sociales du pays. Toutefois, il ne faut pas perdre de vue que les Etats-Unis avaient essayé (et avaient échoué, en raison du fort

sentiment d'unité nationale), d'intensifier les tensions entre chiites et sunnites, dans une tentative de provoquer une guerre civile avant l'invasion et aussi, de soutenir ouvertement et de façon provocatrice les kurdes.

Dans ce sombre scénario, aujourd'hui plus que jamais, il y a un besoin urgent d'assurer l'ordre public. Les soins de santé sont un bon exemple : l'OMS a déclaré qu'elle avait reçu des rapports troublants de Bagdad selon lesquels la capacité des hôpitaux à faire leur travail était sérieusement réduite par l'absence d'ordre civil, et s'est dite « extrêmement préoccupée » du fait que cela aurait un impact très sérieux sur la santé et les soins de santé dans la capitale.

Les faits ci-dessous sont pertinents pour la question de la sécurité humaine dans l'Irak de l'après-guerre :

- Même avant la guerre, l'infrastructure irakienne était extrêmement fragile, à cause de deux guerres et de sanctions économiques prolongées, imposées d'abord par les Nations Unies en 1991.
- Seize millions de civils irakiens dépendent totalement des distributions de vivres du gouvernement.
- Les Nations Unies estiment que 5 millions d'irakiens n'ont pas accès à l'eau salubre et à l'hygiène. La principale source d'eau du pays, le Tigre, reçoit chaque jour un demi-million de tonnes d'eaux-vannes non traitées ou partiellement traitées.
- La moitié des stations d'épuration des eaux usées ne fonctionne pas et parmi celles qui fonctionnent, un quart ne répond pas aux normes environnementales irakiennes elles-mêmes. Selon les rapports de l'UNICEF, seuls 45,7% des foyers (comparés aux 75% d'avant la Guerre du Golfe de 1991) sont raccordés à l'eau sous conduite, dont 65% n'est pas traitée.
- Un enfant sur huit meurt avant l'âge de cinq ans, et la mortalité des moins de cinq ans est passée de 56 pour 1000 naissances vivantes à la fin des années 1980 à 131 pour 1000 une décennie plus tard.
- Un million d'enfants irakiens (soit un tiers de la population infantile) souffre de malnutrition, phénomène qui a augmenté de 160% au cours de la dernière décennie.
- Sept morts infantiles sur 10 sont causées par la diarrhée ou par des infections respiratoires aiguës, liées à la pollution de l'eau ou à la malnutrition.
- Selon l'USAID, il n'y avait que 9 400 médecins pour une population de 25 millions d'habitants avant la guerre.

Le coût civil de la guerre

Peu avant l'éclatement des hostilités, le Secrétaire Général des Nations Unies avait déclaré que l'usage de la force sans l'aval du Conseil de Sécurité ne serait pas « conforme à la Charte ». De même, de nombreux experts juridiques ont décrit l'attaque américano-britannique comme un acte d'agression enfreignant le droit international. Les experts ont également souligné des illégalités dans la conduite de la guerre par les Etats-Unis, ainsi que des violations, par les Etats-Unis et l'Angleterre, des Conventions de Genève en ce qui

concerne leurs responsabilités en tant que force d'occupation. En effet, les forces de la Coalition ont commis de graves violations du Droit international humanitaire (DIH), et parmi elles, l'utilisation massive de munitions en grappes a les implications les plus sérieuses dans le sillage de la guerre. Le Commandement Central américain a indiqué qu'il a utilisé plus de 10 780 munitions en grappes contenant au moins 1,8 millions de sous-munitions. Les Britanniques ont également utilisé quelque 2 170 munitions en grappes contenant environ 113 190 sous-munitions. En outre, la stratégie de ciblage imparfaite des forces envahissantes et le bombardement de cibles «à double usage»², aggravés par un manque d'évaluation effective, ont considérablement augmenté les dommages encourus (les 50 attaques reconnues ciblant des dirigeants irakiens ont toutes échoué, tout en faisant des dizaines de morts parmi les civils).

Tout aussi graves étaient les violations en temps de guerre côté irakien. Non seulement les forces irakiennes n'ont pas pris de mesures adéquates pour protéger les civils, mais, selon le rapport de Human Rights Watch, elles ont violé à maintes reprises le DIH, en se servant de boucliers humains, de mines terrestres antipersonnel ; en abusant des emblèmes de la Croix Rouge et du Croissant Rouge et s'habillant en civils ; et en logeant des cibles militaires dans des bâtiments civils et protégés, comme les mosquées et les hôpitaux³.

Ces violations de la part des forces irakiennes tout comme de la Coalition ont provoqué d'autres pertes civiles qui auraient pu être évitées. Bien qu'une évaluation précise de l'ensemble des pertes civiles ait été pratiquement impossible, il y a eu quelques tentatives de quantification du nombre de morts. L'*Associated Press* a fait un recensement dans 60 des 124 hôpitaux irakiens aussitôt après la fin des grandes opérations de combat et a calculé qu'au moins 3 420 civils ont été tués. Le *Los Angeles Times* a également mené une enquête dans 27 hôpitaux de Bagdad et constaté qu'au moins 1 700 civils avaient été tués et plus de 8 000 blessés, rien que dans la capitale. Toutefois, il est généralement admis que les combats au sol ont fait le plus grand nombre de victimes.

La guerre a eu un coût civil extraordinairement élevé. En dehors des décès directs, il y avait d'autres pertes telles que la destruction de l'infrastructure civile déjà dégradée, avec un impact dévastateur à long terme. On peut notamment citer :

- Les centrales électriques (à Nasiriyya, par exemple)
- Les installations médiatiques (3 structures médiatiques ont été touchées par les frappes aériennes américaines : le ministère de l'Information, les locaux de Baghdad Television Studio et d'Abu Ghraib Antennae Broadcast)
- Les installations de télécommunications civiles. Les attaques américaines ont pratiquement anéanti les infrastructures de télécommunications irakiennes (les principaux systèmes de commutation tête de ligne), supprimant toute la capacité de communications longue distance de l'Irak vers le monde extérieur
- Les structures et bâtiments administratifs

Les UXO et les mines terrestres

² Note de la Rédaction : des cibles telles que les centrales électriques qui ont un impact à la fois sur les opérations militaires et sur la vie des civils.

³ Human Rights Watch. *Off Target. The Conduct of the War and Civilian Casualties in Iraq*. New York: HRW. Décembre 2003.

Ayant vécu trois grands conflits en trois décennies, l'Irak est terriblement touchée par le legs de ces guerres. Selon les estimations, le nombre de mines terrestres dans le pays varie de 8 à 12 millions, les munitions explosives non explosées (UXO) ou autres débris non compris. La plupart ont été posées pendant la guerre Iran-Irak de 1980-1988. En outre, plusieurs mines terrestres et pièces d'UXO ont été héritées de conflits internes au cours des années 1960 et 1970, ainsi que de la Guerre du Golfe de 1990 à 1991. Certains explosifs ont même été laissés sur place à la fin de la Deuxième Guerre mondiale.

Les plus grands champs de mines se situent au nord de l'Irak (également appelé Kurdistan irakien) et le long de la frontière avec l'Iran et le Koweït. La capitale, Bagdad, est également fortement minée, de même que la ville de Basra, au sud. De fait, l'absence d'archives sur les champs de mines a rendu extrêmement difficile la localisation précise de nombre d'entre eux.

Outre la menace qu'elles représentent pour la vie des personnes, les mines terrestres et les UXO constituent un sérieux frein au développement économique, surtout relativement à la recherche de nourriture, à l'élevage et à l'agriculture. On trouve généralement des mines à proximité des sources d'eau et dans les terres agricoles rurales, ce qui complique les activités quotidiennes. Les champs de mines empêchent également l'accès à plusieurs routes, ports, canaux d'irrigation et centrales électriques importants.

Le problème des mines terrestres était suffisamment grave avant le récent conflit qui n'a servi qu'à exacerber la situation. Saddam Hussein avait jonché de milliers de mines terrestres la ville de Kirkuk, au nord, ainsi que les routes principales. Les anciennes troupes irakiennes avaient également miné des bandes du Golfe Persique au sud, pour tenir à l'écart les navires de la Coalition et, dans bien des cas, ont laissé les mines sur place en se retirant des zones stratégiques, souvent à proximité d'endroits importants tels que puits, champs pétrolifères et grandes routes. En outre, les bombes en grappes non explosées larguées par les forces de la Coalition représentent un grand danger parce que les enfants, curieux, jouent souvent avec et que les gens essaient de les démonter pour vendre le métal.

Bien que constituant un danger permanent, les mines et les bombes en grappes ne sont pas le plus grand danger immédiat pour la population. Selon le Mine Advisory Group (MAG), la principale menace (en particulier au sud de Bagdad) vient du nombre considérable de stocks de munitions, de systèmes d'armes et de sites de missiles placés par l'ancien régime dans les villes et les zones résidentielles civiles. Le pillage a exposé et mélangé ces stocks, et nombre de ces armes sont instables. Si les hommes adultes et les garçons sont les plus exposés aux blessures par ces armes, les stocks et caches de munitions représentent une sérieuse menace pour l'ensemble de la population. On peut citer en exemple le cas de ces deux enfants tués et deux autres blessés dans l'explosion d'un engin dans une salle de classe à Kerbala, le 19 novembre 2003. Selon les rapports, on ne sait toujours pas si l'explosion était le résultat d'une attaque délibérée, ou si l'un des enfants avait rapporté une pièce d'UXO à l'école, en guise de jouet.

D'importants nombres de caches d'armes, d'armes lourdes et légères, de munitions et d'explosifs sont découverts chaque jour dans tout le pays. Même avant la guerre, le Secrétaire Général des Nations Unies avait estimé que le nettoyage des champs de mines irakiens pourrait durer «entre 35 et 75 ans». A présent, avec les effets du récent conflit qui s'y ajoutent, débarrasser l'Irak de ses mines et UXO constitue un défi de taille.

Les armes

Immédiatement après la guerre, la vision choquante de vendeurs de rue vendant des armes au milieu d'objets disparates était assez courante. On pouvait acheter des armes de toutes sortes au marché noir : armes de poing, mitrailleuses, grenades à main, etc.

Malgré les campagnes de désarmement menées par les forces de la Coalition, les irakiens préfèrent rester lourdement armés, une décision qu'ils justifient relativement au climat d'insécurité. Il ne faut pas perdre de vue que le régime baathiste de Saddam ne s'est pas rendu ; il s'est retiré de Bagdad en gardant intactes plusieurs de ses meilleures armes. Selon le dénombrement officiel de l'armée américaine, seuls 123 pistolets, 76 fusils semi-automatiques, 435 fusils automatiques, 46 mitrailleuses, 11 missiles sol-air et 381 grenades ont été collectées, dans un appel lancé aux citoyens pour rendre leurs armes. Comparé au fait que 6 millions d'armes avaient été distribuées à la population par le Parti Baath avant le début des hostilités, et qu'on peut se procurer sur le marché noir de Bagdad une Kalachnikov de fabrication roumaine à moins de 20 USD, on peut facilement imaginer le niveau de risque élevé pour la vie des civils irakiens.

Les attaques terroristes

Les attaques contre les forces d'occupation dans le centre de l'Irak (le triangle sunnite) n'ont cessé de s'intensifier. En effet, les pressions des forces anti-coalition (essentiellement des groupes loyalistes et extrémistes de l'ancien régime) augmentent, tout comme le nombre de leurs opérations réussies. Les forces de la coalition se trouvent de plus en plus vulnérables et ne peuvent se sentir en sécurité nulle part. Cela s'ajoute à la tension des soldats de la Coalition déjà fatigués, et pourrait les pousser à réagir de façon impulsive.

Si la plupart des incidents ont été jusqu'ici isolés et dirigés contre des individus, ou étaient le résultat d'actions criminelles, les attaques récentes semblent avoir été bien planifiées, à ce qu'on dit, et ciblent de plus en plus des étrangers. Par exemple, une grande explosion (camion diesel bombe) a eu lieu le 12 novembre 2003 au siège des carabinieri italiens à al-Nasiryya (une région chiite) tuant 8 irakiens et 17 italiens (15 soldats et 2 civils) et faisant environ 100 blessés.

A la suite de l'utilisation de grenades propulsées par fusée (RPG7) et de mortiers, de nouveaux moyens d'attaque sont apparus récemment : « camions-bombes » (surtout bennes à ordures) et UVIED (*Under vehicle improved explosive devices*). Une autre nouvelle tactique identifiée implique des femmes portant des engins explosifs improvisés / IED déguisés en bébés, et cherchent à pénétrer dans des hôpitaux (deux hôpitaux ont été ciblés à Bagdad au début du mois de novembre 2003 en utilisant cette tactique, et jusqu'ici, les rapports affirment que cinq femmes ont essayé ce genre d'action.

A l'évidence, les voitures-piégées et les bombes humaines qui sont devenues les formes d'attaque les plus courantes, sont les plus destructrices. L'un des incidents les plus infamants de ce genre a été l'attaque contre le siège des Nations Unies, au cours de laquelle le Représentant Spécial du Secrétaire Général de l'organisation, Sergio de Mello, ainsi que 20 autres responsables de haut niveau des Nations Unies, ont été tués. A l'époque, ce genre d'attaque pouvait être mené à cause du manque relatif de sécurité (barrières de protection physique, processus de filtrage de sécurité, etc.). Aujourd'hui, la plupart des enceintes sont bien protégées, ce qui réduit la « capacité de menace », bien que la « capacité d'armement » soit toujours forte. En tout état de cause, les rapports indiquent que de nombreuses voitures de police et ambulances ont été volées et pourraient être utilisées pour des actions terroristes similaires.

D'autres types d'attaques comprennent les attaques par des tireurs isolés et les assassinats d'autorités irakiennes nommées par l'Autorité Provisoire de la Coalition (Coalition Provisional Authority-CPA), ainsi que de personnes « collaborant avec l'Occupation », telles que les interprètes. Il y a eu également de nombreux cas d'enlèvements. La première cible étrangère a été un journaliste portugais enlevé le 14 novembre 2003. Cependant, il semble que

dans la plupart des cas, le principal motif de l'enlèvement soit l'extorsion (le journaliste portugais susmentionné a été libéré au bout de 36 heures, après paiement d'une rançon).

Naturellement, les personnes vivant aux abords des postes de police et des bases des forces de la Coalition sont menacées et ciblées. Toutefois, aujourd'hui, de nouvelles cibles civiles sont choisies (juges et officiers irakiens, entrepreneurs américains, etc.), apparemment en raison de leurs liens étroits avec les forces de la Coalition, et organisations internationales (bureaux du CICR, siège des Nations Unies, bureaux de CARE International) ; les infrastructures civiles (hôpitaux, hôtels, routes et chemins de fer) sont également ciblées. En fait, les liens perçus entre les Nations Unies ainsi que certaines Ong internationales et les forces de la Coalition pourraient rendre difficile d'assurer une sécurité adéquate au personnel travaillant pour les Nations Unies ou pour ces organisations.

Selon les statistiques publiées par le Comité de Coordination des Ong en Irak (NCCI) le 6 novembre 2003, les attaques se répartissaient comme suit : 72% contre les forces de la Coalition ; 11% contre la police irakienne ; 8% contre les infrastructures gouvernementales ; 2% contre des diplomates ; 2% contre la communauté internationale ; et 5% dirigées contre des cibles inconnues. Il y a actuellement près de 20 000 entrepreneurs privés dans le pays, soit à peu près la taille, sinon plus, de la présence de l'armée britannique. En outre, il y a aujourd'hui 132 000 membres du personnel américain et 23 000 soldats non-américains⁴.

Les attaques contre les irakiens se sont également intensifiées. Une grande manifestation à l'échelle de la nation, condamnant le terrorisme, s'est tenue le 10 décembre 2003. Il n'en reste pas moins que de plus en plus d'irakiens se bousculent pour rejoindre les rangs de la guérilla ; parmi eux, de nombreux sunnites qui étaient auparavant restés en marge, mais qui pensent à présent qu'ils peuvent « infliger des préjudices corporels » aux forces américaines. On peut facilement se procurer des munitions et donc, monter beaucoup plus facilement des attaques. En outre, selon certains rapports, les insurgés étrangers (les extrémistes, y compris, mais non exclusivement, al-Qaeda et le Hezbollah) ainsi que les membres du régime évincé font preuve d'une plus grande organisation et coordination.

La quête de gouvernance

On ne saurait discuter de la sécurité humaine dans l'Irak de l'après-guerre sans aborder des questions politiques telles que l'occupation militaire américaine et le rôle des Nations Unies. Les Etats-Unis vont-ils diriger l'Irak directement et pendant une longue période, à travers un gouvernement d'occupation militaire, ou bien une autorité appuyée par les Nations Unies va-t-elle tôt ou tard prendre la relève pour une période de transition ? Si les Nations Unies sont impliquées, seront-elles subordonnées aux priorités américaines ou relativement indépendantes ? Les sociétés américaines vont-elles se tailler la part du lion des contrats pétroliers et de reconstruction ? Il y a également la question de savoir comment les irakiens ordinaires réagissent et résistent à l'occupation, et comment ils affirment leurs droits démocratiques dans le contexte mouvementé de l'après-guerre.

La responsabilité de la satisfaction des besoins humanitaires et de l'apport de sécurité incombe principalement au gouvernement de tout pays. Au bout du compte, un gouvernement irakien représentatif et responsable veillera à ce que les irakiens puissent utiliser leurs immenses ressources pour bâtir un meilleur avenir. Entre-temps, c'est la CPA qui assume la responsabilité juridique et morale de tout cela. Cependant, l'impératif de vaincre le gouvernement de Saddam Hussein et de trouver et mettre hors de service les armes de destruction massive (restées introuvables) a été tellement fort qu'il a créé un vide en matière de sécurité locale. Il est peu probable que le maintien de l'ordre et de la sécurité locale soient

⁴ *Security Briefs* du NCCI (No 1-6). Distribués par le Service de la Sécurité du NCCI (NGO's Coordination Committee in Irak - Comité de Coordination des Ong en Irak). Bagdad.

les priorités de l'armée américaine, et la capacité irakienne de maintien de l'ordre a très peu survécu au renversement du pouvoir. Cela a créé l'instabilité locale, entravant l'efficacité des efforts de secours et de reconstruction. En conséquence, les civils ne jouissent pas d'une bonne protection et sont incapables de recourir à la loi lorsque leurs droits sont violés.

En outre, l'absence d'infrastructure opérante signifie que les services essentiels ne sont pas dispensés, ce qui a un effet particulièrement destructeur sur les plus vulnérables. Les besoins de reconstruction sont énormes, à cause des 20 années de négligence et de corruption au niveau des infrastructures économiques, environnementales et des services, et aussi, des dépenses publiques pour soutenir les forces armées et maintenir le régime en place, en plus de l'impact dévastateur des conflits armés et des sanctions internationales qui ont entraîné la dégradation du niveau de vie des irakiens. L'arrêt du programme pétrole contre nourriture et le passage subséquent au système de distribution publique en est un exemple clair. Etant donné que près de la moitié de la population dépendait totalement des distributions du gouvernement, il est fort à craindre que ce changement puisse avoir un impact négatif sévère sur les familles pauvres, y compris l'augmentation de la malnutrition et éventuellement, la famine.

Le FMI et la Banque mondiale estiment que l'économie irakienne baissera de 22% en 2004, contre 21% en 2002 et 12% en 2001. Le revenu moyen par habitant a chuté de 3 600 USD en 1980 à 530 USD en fin 2003. Selon les Nations Unies et la Banque mondiale, il baissera encore en 2004. Le ministre des Finances irakien, Ali al-Kelani, a fait savoir au cours de la dernière réunion du Forum International à Dubaï, que le déficit budgétaire 2004 pourrait atteindre 600 millions de USD, soulignant que quelques 500 000 agents de l'Etat n'ont pas perçu leur salaire. Il convient d'indiquer que la Banque mondiale a déclaré que, même si la communauté internationale offrait 35 milliards de USD, somme nécessaire pour la reconstruction de l'Irak au cours des quatre prochaines années (d'autres estimations font état de 50 à 75 milliards), pas plus de 5 milliards de USD pourront être dépensés, en raison du manque de capacité institutionnelle de l'Etat irakien. Cependant, cette évaluation des besoins de reconstruction n'incluait pas des questions telles que la culture (l'UNESCO a mené une évaluation distincte), l'environnement, les droits humains, la sécurité, etc.

Le chômage est le plus gros problème auquel est confrontée l'économie irakienne aujourd'hui. Les chiffres du ministère du Travail montrent qu'il y a pas moins de 12 millions de chômeurs irakiens. Certaines estimations affirment même que près de 50% de la population irakienne, forte de 24,5 millions d'habitants, sont au chômage total ou occupent des emplois partiels, en tenant compte du fait que 30% de la population étaient employés par le gouvernement avant la guerre. Selon l'adjoint du ministre du Travail au Conseil de Direction, Nouri Ja'far, la principale raison des forts taux de chômage est la dissolution de l'armée et de la police ainsi que le gel des allocations des ministères et des institutions gouvernementales. Les forces de la Coalition ont à présent commencé à reconstruire l'armée irakienne et ont constitué jusqu'ici un bataillon de 700 soldats tout juste. La taille de l'armée devrait atteindre au moins 40 000 soldats au bout du compte. Le CPA a également commencé à financer 340 000 « emplois urgents » avec des salaires de 3 USD par jour.

L'un des paradoxes de l'Irak pourrait être le fait que la Banque mondiale - historiquement le principal sponsor de la globalisation - ait mis en garde contre la fermeture accélérée de 192 institutions gouvernementales dont la privatisation est prévue d'ici 4 ou 5 ans. L'évaluation de la Banque mondiale a souligné que les priorités pour la reconstruction de l'Irak doivent inclure trois éléments importants : l'instauration d'institutions gouvernementales indépendantes, transparentes et bien gérées ; la reconstruction des infrastructures et services vitaux qui ont été détruits ou érodés durant toutes ces années de mauvaise gestion et de conflits ; et l'appui dans une phase transitionnelle qui créerait des possibilités de croissance économique et de bien-être.

Le sentiment qui prévaut chez la population irakienne, c'est que les forces américaines sont uniquement obsédées par leur propre sécurité. Ainsi, dans l'opinion publique, l'inertie des américains est inévitablement associée au régime de Saddam : leur présence est illégitime, ils vivent dans un bunker, se consacrent exclusivement à leurs propres intérêts égoïstes et, lorsqu'ils sont confrontés à la dissidence, ils réagissent avec une force brute. Aujourd'hui, les irakiens pensent presque à l'unanimité que l'administration Bush veut perpétuer l'occupation militaire en entretenant le chaos, exacerbant la violence et favorisant les dissensions parmi les irakiens. Ce que les faits semblent confirmer, du reste.

La longue voie de la relance

La sécurité humaine signifie l'édification de la sécurité de la base au sommet. Pour utiliser une analogie tirée de la théorie économique, c'est la micro sécurité. En se tournant vers les 30 à 40 prochaines années, on peut probablement imaginer l'émergence d'une ou deux autres méga menaces. Mais pour l'instant du moins, c'est la myriade de micro conflits et d'injustices qui requiert notre attention. Par conséquent, nous considérons la sécurité nationale et la sécurité humaine comme les deux côtés d'une même monnaie : aucune ne constitue une menace pour la stabilité globale, mais chacune comporte une souffrance humaine inacceptable.

Aussi, l'appui pour le rétablissement de la société civile est-il d'une importance vitale pour le développement d'un Irak stable et sûr. Il s'agira essentiellement d'appui pour la formation et le renforcement des capacités des Ong irakiennes.

Contrairement à l'Afghanistan, il y a très peu d'Ong et aucune agence des Nations Unies en dehors de Bagdad, surtout dans le sud et le centre de l'Irak. Cette situation créera d'énormes difficultés dans l'apport de secours humanitaire aux populations vulnérables. En outre, de nombreuses Ong continuent de se plaindre que les restrictions américaines concernant les licences empêchent l'intervention humanitaire adéquate des agences. Elles pensent que les forces militaires ne devraient pas s'engager dans l'aide humanitaire, sauf s'il n'y a pas d'autre moyen de satisfaire les besoins vitaux, et que les efforts de secours et de reconstruction doivent être remis aux mains d'une autorité civile dès que possible, pour garantir l'action humanitaire impartiale en Irak.

L'opération *Liberté de l'Irak* (invasion et occupation de l'Irak par les américains et leurs partenaires de la coalition) incarne une nouvelle approche de l'action humanitaire post-conflit. Cette approche combine la sécurité, la gouvernance, l'intervention humanitaire et la reconstruction sous le contrôle du ministère de la Défense. L'action humanitaire est de nature unilatérale et inextricablement liée au programme de sécurité des Etats-Unis, dans le contexte de la guerre mondiale contre le terrorisme. Les agences des Nations Unies et les Ong, qui sont traditionnellement chargées de la coordination et de l'exécution des programmes d'aide humanitaire et de reconstruction post-conflit, sont censées jouer des rôles d'appui dans le cadre d'un effort géré par le Pentagone. Le Bureau de la Reconstruction et de l'Aide Humanitaire (ORHA) du Pentagone a exclu les Nations Unies et les Ong de la planification avant la guerre, aux motifs que ses plans faisaient partie intégrante de l'effort de guerre et par conséquent, devaient être confidentiels. Avec l'absence de capacité policière et l'incapacité de l'armée à instaurer l'ordre public, l'ORHA a été lent à restaurer les services de base et à réaliser ce qui était supposé être son objectif prioritaire : établir une autorité irakienne légitime capable de gouverner localement, pendant qu'un dialogue national sur les politiques était préparé. Résultat, l'absence de sécurité locale a affecté l'effort de reconstruction dès le départ et a profondément déçu les irakiens qui aspirent à un sens de la normalité dans leur pays.

Devant l'ampleur de sa tâche, l'ORHA se tourne finalement vers l'assistance des Nations Unies et des Ong. Le problème, c'est que les rôles et les responsabilités sont définis de façon ponctuelle partout dans le pays, face à d'énormes difficultés pratiques, au lieu d'avoir été planifiés à l'avance et de façon coopérative.

Dans l'espoir d'éliminer la peur et de redonner aux irakiens un sentiment de sécurité, plusieurs Ong locales et internationales ont effectivement commencé à assumer cette responsabilité. De fait, les Ong font des progrès remarquables en termes de sécurité, comparativement aux expériences précédentes. Par exemple, des tentatives sans précédent sont faites pour suivre et faire des rapports sur les violations du DIH, partager et échanger des informations sur la sécurité, et publier des rappels pour la précaution et la sécurité, etc. Cependant, ces Ong n'ont pas la capacité d'assumer la totalité de la charge de travail que les Nations Unies n'ont pas pu traiter, ni de jouer le même rôle que le gouvernement dans la reconstruction du pays.

Références

Human Rights Watch. *Off Target. The Conduct of the War and Civilian Casualties in Iraq*. New York: HRW. Décembre 2003. www.hrw.org/reports/2003/usa1203/
Security Briefs du NCCI (No 1-6). Distribués par le Service de la Sécurité du NCCI (NGO's Coordination Committee in Irak). Bureau de la Sécurité, Bagdad.
Mackery, Rob et Dan Hubert. *Human Security and the New Diplomacy. Protecting People and Enforcing Peace*. Ambassade du Canada à Riad, Arabie Saoudite, 2000.
The Guardian. Section spéciale sur l'Irak : www.guardian.co.uk/iraq.

Note de la traductrice : je n'ai vu nulle part improved explosive device, mais improvised explosive device (engin explosif improvisé).